

# RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

## France Travail : plus de chômage, moins de droits ?

Cette première publication de la Dares après la mise en œuvre de France Travail tombe mal pour le gouvernement : après pas moins de 4 réformes de baisse des droits des travailleur-es privé-es d'emploi en l'espace de 3 ans, censées réduire drastiquement le nombre de chômeurs, le couperet tombe : on enregistre, ce trimestre, 1 point supplémentaire d'inscrit-es à France Travail en catégories A, B, C.

Et, comme depuis le début du mandat présidentiel, les plus touché-es sont les plus précaires. Les inscriptions à France Travail des moins de 25 ans augmentent de 3,2% ce trimestre - catégories A, B, C France métropolitaine. De la même manière, le nombre d'inscrit-es en catégories B - activité réduite de moins de 78h - augmente de 2,9%.

Les motifs d'inscription auprès de France travail en disent également long sur la politique menée par le gouvernement. Les inscriptions à la suite d'une mission d'intérim augmentent de 5,2% sur un an et les inscriptions à la suite d'une fin de CDD augmentent, elles, de 5,7% !

Les radiations administratives, en augmentation de 3,6%, sur l'année, ne parviennent plus à masquer l'échec de la politique du gouvernement en matière d'accès à l'emploi : les sorties de catégories A, B, C sur un an pour reprise d'emploi stagnent à 0%.

L'inscription obligatoire des bénéficiaires du RSA à France Travail, en expérimentation, ne concernant que 11 000 personnes pour le moment, ne peut justifier l'augmentation des inscriptions auprès de l'opérateur. Des projets de refonte des statistiques de l'emploi et du chômage sont dans les cartons du gouvernement, notamment auprès du Conseil National de la Statistique...

De nouvelles attaques d'Emmanuel Macron, depuis Davos, contre les droits au chômage, montrent que le gouvernement veut encore amplifier une politique pourtant en échec.

La CGT revendique l'abandon de la réforme France Travail qui entraîne une augmentation nette de la précarité des privé·es d'emploi à travers les sanctions : les chiffres récents commencent à montrer l'absurdité d'une politique qui prétend lutter contre le chômage en faisant porter la responsabilité sur les privés d'emploi.

Montreuil, le 25 janvier 2024